

315810

NOTE **BIO(78) 4** AUX BUREAUX NATIONAUX
C.C. AUX MEMBRES DU GROUPE, A M. LE DIRECTEUR GENERAL DG I ET
A M. OPITZ DG VIII

432

1. VISITE OFFICIELLE DU PRESIDENT JENKINS A KHARTOUM

LE PRESIDENT JENKINS A ACCEPTE L'INVITATION DU GOUVERNEMENT SOUDANAIS DE RENDRE UNE VISITE OFFICIELLE LES 19 ET 20 JANVIER LORS DE L'OUVERTURE DE LA FOIRE INTERNATIONALE DE KHARTOUM.

LA COMMUNAUTE EUROPEENNE OCCUPE L'UN DES GRANDS PAVILLONS INTERNATIONAUX. C'EST LA DEUXIEME FOIS QUE LES ETATS MEMBRES PARTICIPENT CONJOINTEMENT DE CETTE FACON A UNE FOIRE INTERNATIONALE, MAIS LA PREMIERE FOIS A UNE FOIRE DE CETTE IMPORTANCE ET GRAND-DEUR.

PENDANT SA VISITE, LA PREMIERE QU'IL EFFECTUE DANS UN PAYS AFRICAIN OU ARABE, LE PRESIDENT AURA DES ENTRETIENS AVEC LE PRESIDENT NIMEIRI ET D'AUTRES MEMBRES DU GOUVERNEMENT SOUDANAIS.

IL Y A LIEU DE RAPPELER L'IMPORTANCE DU SOUDAN DURANT L'ANNEE 1978, AU COURS DE LAQUELLE CE PAYS PRESIDE L'ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE ET LA LIGUE ARABE AU MOMENT OU COMMENCENT LES NEGOCIATIONS DE LOME II.

DES DETAILS SUPPLEMENTAIRES SUR LE PROGRAMME DE LA VISITE ET LA FOIRE ELLE-MEME SUIVRONT.

2. AGRICULTURE

A) MOUTON : LORS DU RENDEZ VOUS DE MIDI D'AUJOURD'HUI, NOUS AVONS CONFIRME LA RECEPTION D'UN MEMORANDUM DU GOUVERNEMENT BRITANNIQUE PROTESTANT CONTRE DES RESTRICTIONS A L'IMPORTATION DE VIANDE DE MOUTON, CONSTATEES EN FRANCE, TANDIS QUE LA LIBRE CIRCULATION DE TOUS LES PRODUITS AGRICOLES DANS TOUTE LA COMMUNAUTE DEVRAIT ETRE REALISEE DEPUIS LE 1ER JANVIER 1978. LE MEMORANDUM BRITANNIQUE EST A L'ETUDE A LA COMMISSION DE SORTE QUE NOUS N'AVONS PAS ENCORE PU DONNER DE REACTION.

////

NNNN

PCERF GPP B.1/19 3810 11.1.78 X X

315810

M. SANTARELLI

B) PRELEVEMENT DE CORRESPONSABILITE LAIT : PLUSIEURS JOURNAUX FRANCAIS ONT FAIT ETAT D'UNE COMMISSION D'ENQUETE QUE LA COMMISSION AURAIT L'INTENTION D'ENVOYER EN FRANCE POUR VERIFIER LA BONNE APPLICATION DE CE PRELEVEMENT. IL Y A EU, EN EFFET, DES INDICATIONS, NON CONFIRMES JUSQU'ICI, QUE L'APPLICATION EN FRANCE N'EST PAS CONFORME AUX REGLES ETABLIES PAR LE CONSEIL : IL Y AURAIT UN REMBOURSEMENT DU PRELEVEMENT AUX LAITERIES ET DANS CERTAINES REGIONS, LE PRELEVEMENT NE SERAIT PAS APPLIQUE. LA COMMISSION EST EN CONTACT AVEC LES AUTORITES FRANCAISES POUR OBTENIR DES EXPLICATIONS A CE SUJET, MAIS CES CONTACTS SUIVONT LES CHEMINS HABITUELS., IL N'EST PAS QUESTION D'UNE COMMISSION D'ENQUETE.

3. - ENERGIE

L'ECHANGE DE LETTRES ET LA SIGNATURE DE L'ACCORD EURATOM/CANADA, PREVU POUR LE JEUDI 12 JANVIER A 11 HEURES EST REPORTE POUR DES RAISONS TECHNIQUES A LUNDI 16 JANVIER, MEME HEURE.

4. - CHANTIERS NAVALS

M. DAVIGNON A RECU LE MARDI 11 JANVIER LE COMITE DE LIAISON DES CHANTIERS NAVALS AVEC LEQUEL IL A EU UN ENTRETIEN APPROFONDI SUR LES PROPOSITIONS RELATIVES A LA RESTRUCTURATION DES CHANTIERS NAVALS COMMUNAUTAIRES QUE LA COMMISSION A ADRESSEES AU CONSEIL DU 22 NOVEMBRE 1977. (VOIR P - 104 DE NOVEMBRE 1977).

LES TRAVAUX AU CONSEIL SE POURSUIVront AU SEIN DU COREPER DES AUJOURD'HUI. C'EST AVANT LA FIN DE JANVIER QUE M. DAVIGNON A L'INTENTION DE S'ENTREtenir AVEC LES REPRESENTANTS DES SYNDICATS.

5. - ENTRETIEN DE M. DAVIGNON AVEC M. DONAT CATIN

M. DAVIGNON A EU LE MARDI 10 JANVIER A TURIN, AVEC M. DONAT CATIN, MINISTRE ITALIEN DE L'INDUSTRIE, UNE CONVERSATION GENERALE CONCERNANT LA RESTRUCTURATION DANS LE DOMAINE TEXTILE ET PLUS PARTICULIEREMENT DANS CELUI DES FIBRES SYNTHETIQUES.

L'ECHANGE DE VUES PORTAIT PARTICULIEREMENT SUR LA FACON DONT LES PROBLEMES DECOULANT D'UNE SITUATION DE SURCAPACITE DE PRODUCTION EN RAPPORT AVEC LA DEMANDE EXISTANTE POURRAIENT ETRE RESOLUS DANS DES CONDITIONS ECONOMIQUES ET SOCIALES ACCEPTABLES. UN PROBLEME PARTICULIER SE POSE A CET EGARD EN ITALIE, ETANT DONNE QU'UNE GRANDE PARTIE DES INVESTISSEMENTS DANS CE SECTEUR Y SONT SURVENUS AU COURS DES DERNIERES ANNEES, C'EST-A-DIRE PENDANT LA PERIODE OU LE DANGER DE SURCAPACITE DEVENAIT DEJA EVIDENT. LA CONVERSA-

////

NNNN

315982

TION A MONTRE QUE SUR LES OBJECTIFS GENERAUX DE CETTE ACTION, IL N'EXISTE PAS DE DESACCORD ENTRE M. DONAT-CATIN ET M. DAVIGNON. LES CONVERSATIONS SERONT POURSUIVIES LA SEMAINE PROCHAINE EN MARGE DU CONSEIL.

6.- PREMIERE REACTION CONCERNANT LE ■■ AMERICAN ■'TRIGGER PRICE SYSTEM''.

■ LA COMMISSION VA ENTREPRENDRE INCESSAMMENT AVEC LES AUTORITES AMERICAINES DES CONVERSATIONS TECHNIQUES SUR LES INTENTIONS EXPRIMEES PAR LE GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS DE METTRE EN OEUVRE A COMPTER DU 1ER FEVRIER 1978 UN SYSTEME DE PRIX ■ DE REFERENCE A L'IMPORTATION AINSI QUE SUR LE DISPOSITIF COMMUNAUTAIRE. CES ■■■ CONVERSATIONS SE SITUENT DANS LA LIGNE DES ENTRETIENS QUE LA COMMISSION A EUS AVEC LES AUTORITES AMERICAINES EN NOVEMBRE DERNIER A L'OCCASION DES CONSULTATIONS A HAUT NIVEAU CEE/USA ET DES RECENTS ENTRETIENS AVEC L'AMBASSADEUR STRAUSS ET LE SOUS-SECRETAIRE D'ETAT COOPER EN MARGE DE LA VISITE DU PRESIDENT CARTER A BRUXELLES.

LA COMMISSION EST EN EFFET PREOCCUPEE DES CONSEQUENCES QUE POURRAIT AVOIR LE SYSTEME DES TRIGGERS-PRICES DANS SA FORME ACTUELLE, POUR LES EXPORTATIONS COMMUNAUTAIRES DE CERTAINS PRODUITS SIDERURGIQUES VERS CERTAINES REGIONS DES ETATS-UNIS

ATTENTION DIS : CES CONVERSATIONS SE TIENNENT EN PRINCIPE AUJOURD'HUI ET DEMAIN FIN DIS.

AMITIES
M. SANTARELLI
■■■■
NNNN

NNNN